



Réseau International Recherche et Génocide (RESIRG asbl)
Avenue Jules BORDET 160/16, 1140 EVERE
Tél : +32 497 02 03 23
E-mail: info@resirg.org / resirgbe@yahoo.com
Web site: <http://www.resirg.org/>

Communiqué n° 006/2020 du Réseau International Recherche et Génocide (RESIRG asbl)

LA COLONISATION BELGE ET LE GENOCIDE DES TUTSIS DU RWANDA

Appel à la poursuite de l'examen de conscience

Nous, co-fondateurs du Réseau International Recherche et Génocide (RESIRG asbl), saluons la déclaration de **Sa Majesté le Roi Philippe**, qui a exprimé ses "**plus profonds regrets**", pour les "**actes de violence**" et pour les "**souffrances**" que la Belgique a infligés au Congo, pendant la période de la colonisation.

Le Réseau International Recherche et Génocide (RESIRG asbl) accueille, également, avec satisfaction, l'initiative de la création d'une "**Commission Vérité et Réconciliation (CVR)**" commanditée par le Parlement fédéral auprès du Musée Royal d'Afrique Centrale et auprès des Archives de l'Etat, afin de mener une réflexion approfondie sur le passé colonial de la Belgique en République Démocratique du Congo, au Rwanda et au Burundi.

RESIRG place beaucoup d'espoir dans l'examen de conscience attendu, autant sur le plan éthique que sur le plan scientifique, non seulement en ce qui concerne le passé colonial belge en général, mais aussi et surtout dans l'élargissement de cette réflexion au rôle de la Belgique dans « **la genèse du génocide perpétré contre les Tutsis du Rwanda en 1994** », et dans « **les troubles et les massacres** » qui l'ont précédé, à l'approche de l'indépendance entre 1959 et 1962, alors même que la Belgique était en charge de l'administration du Rwanda. Notre ASBL, dont la mission est essentiellement scientifique, propose d'apporter à cette Commission, le meilleur de sa contribution, plus particulièrement à l'effet de la responsabilité scientifique qui devra être la sienne.

RESIRG se félicite d'ailleurs que, par rapport au génocide des Tutsis, la Belgique ait déjà, balisé le terrain, à travers les discours de certains de ses hauts responsables politiques.

Le 7 avril 2000, en effet, au Mémorial de GISOZI, à Kigali, lors de la 6^{ème} Commémoration de plus d'un million de victimes de ce génocide, **Monsieur Guy VERHOFSTADT**, le Premier Ministre de l'époque, déclarait, entre autres : « (...) *J'assume ici, devant vous, la responsabilité de mon pays, des autorités politiques et militaires belges. La Belgique était au cœur de l'opération onusienne. C'est sous ses yeux que le génocide commença. La Belgique et la communauté internationale doivent reconnaître les erreurs commises...* ».

Le 4 avril 2016, à Tournai, la responsabilité morale et le mea culpa de la Belgique, surtout en référence à la période coloniale et aux massacres de 1959-1962, sont encore rappelés par **Monsieur Rudy DEMOTTE**, alors Ministre Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, lors de l'exposition sur "**Les cent jours du génocide des Tutsis en 1994**" : « (...) *L'horreur qu'a traversée le Rwanda démontre une nouvelle fois tous les ravages produits par la colonisation. En voulant donner des leçons de prétendue civilisation, la Belgique a clairement déstructuré, au début du siècle dernier, votre société en la racialisant. (...) C'est aussi la Belgique, avec son armée, qui installa la première république rwandaise en 1962, au prix de milliers de morts et de centaines de milliers d'exilés tutsi. Les persécutions des réfugiés tutsi qui voulaient rentrer dans leur pays furent d'ailleurs commentées à l'époque par Bertrand Russell, un des grands esprits du 20^{ème} siècle, « comme le massacre humain systématique le plus horrible qui ait eu lieu depuis l'extermination des Juifs par les Nazis. » (...) C'est pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, au nom de mon pays, je vous présente mes excuses. »*

RESIRG espère qu'un travail approfondi permettra de mieux comprendre le rôle crucial qu'a joué la Belgique dans **la genèse de ce « crime des crimes »**, lui permettra d'amorcer la réparation, au moins symbolique, de ce lourd passé, et de préparer l'avenir, à travers, notamment, l'inscription de la vérité historique dans nos systèmes éducatifs, par-delà son inscription dans tous les textes fondamentaux à venir.

Nous espérons que le travail de la CVR permettra de renforcer la préservation d'une mémoire universelle pour ses victimes, tout en rassurant les survivants de cette horreur, par des réparations multiformes, utiles à leur reconstruction.

Dans le respect de sa mission, et dans la mesure de ses moyens, le Réseau International Recherche et Génocide (RESIRG asbl) se déclare prêt à se joindre aux autres acteurs, pour apporter sa modeste contribution aux travaux de ladite Commission.

Fait à Bruxelles, le 29 Juillet 2020.

Pour le Réseau International Recherche & Génocide (RESIRG asbl)

Déogratias MAZINA, Président

